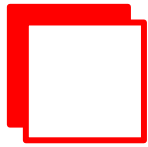


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 201 - 1,50 € - Janvier - Février 2009



Pour l'Emancipation Sociale!



Sans ambiguïté, soutien au peuple palestinien

Le massacre de masse perpétré par l'Etat d'Israël contre la population de Gaza, tout comme l'impunité totale dont il bénéficie de la part de ladite communauté internationale, démontrent, encore une fois, le visage hideux que revêt la «civilisation» impérialiste pour assurer sa domination. Enfermés dans leur ghetto, affamés par le blocus, privés de soins et de travail, les Palestiniens font face à une soldatesque surarmée, sophistiquée, ivre de sang des innocents et qui rêve d'écraser sous les décombres les guérilleros. Le comble de l'horreur est atteint lorsque les médias complices nous transmettent des images d'Israéliens qui, des hauteurs de Sderot, assistent complaisamment au carnage. Un peuple qui en soumet un autre ne peut être un peuple libre. Un Etat colonisateur se définissant comme juif est, par essence, raciste et islamophobe. Son origine sioniste impliquant l'expulsion des Palestiniens, ses crimes qui, depuis Deir Yassin¹, se sont succédé, sont autant de marques d'infamie. Que Livini, Olmert, Barak se nourrissent du sang palestinien pour devancer lors des prochaines élections leurs hideux concurrents d'extrême droite ajoute encore une note macabre à la sinistre farce de la défense de l'Etat d'Israël. Mais il s'agit peut-être là, nous osons l'espérer, d'une intervention de trop qui signerait leur acte de décès politique. Après leur échec au Liban et quand bien même parviendraient-ils à écraser militairement le Hamas, le combat pour la libération nationale du peuple de Palestine en sortira raffermi. La mascarade d'Oslo aura vécu. L'Autorité palestinienne corrompue tout comme les ignobles dictatures et pétro-monarchies arabes seront désavouées par leurs propres peuples malgré toutes les opérations de désinformation dont ceux-ci sont victimes.

Déjà le mythe répandu de la défense d'Israël s'effondre. La vérité apparaît de plus en plus en pleine lumière et tous les plumitifs et pisse-copie des médias n'y changeront rien : cette agression préméditée a commencé en juillet 2007 lorsque les USA et l'UE ont rejeté le Gouvernement palestinien d'Union nationale, lorsqu'ils ont voulu punir le peuple d'avoir mal voté. Elle s'est poursuivie par l'enlèvement et la séquestration de députés et de dirigeants palestiniens, le bouclage, le blocus de Gaza, les incursions armées, les assassinats prétendument ciblés. Elle a été militairement engagée le 18 décembre dernier. La riposte dérisoire par quelques roquettes artisanales ne fut qu'un prétexte.



Les manifestations de soutien au peuple palestinien, y compris en Israël, arabes israéliens et juifs pacifistes unis, démontrent que la différence est faite entre colonisés et colonisateurs, opprimés et oppresseurs. Certes, la libération nationale ne s'identifie pas à l'émancipation sociale mais en affaiblissant l'impérialisme, elle en est partie intégrante. A la différence de la «Gauche» bourgeoise, nous ne renvoyons pas dos à dos l'impérialisme et les revendications des peuples colonisés.

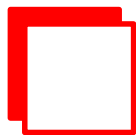
1) Village palestinien où toute la population fut massacrée en 1948

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°202 - 1,50 € - Mars 2009



Pour l'Emancipation Sociale!

Jetons de l'huile sur le feu des luttes !

Au fil des semaines, au fur et à mesure où s'accumulent les informations concernant les pertes colossales enregistrées, au cours de l'année dernière ou de ces seuls derniers mois, par les banques et les entreprises, que les plans de licenciements collectifs se succèdent, que les chiffres du chômage explosent, que les perspectives économiques s'assombrissent de plus en plus, on prend la mesure de l'ampleur proprement extraordinaire et de la brutalité inouïe de la récession qui est en train de s'installer un peu partout dans le monde, après l'éclatement de la crise financière de l'automne dernier, qui n'a d'ailleurs pas dit son dernier mot. Il faut remonter aux années 1930 pour trouver des ordres de grandeur identiques.

En fait, la crise est à la mesure de la fantastique suraccumulation du capital que trois décennies de politiques néolibérales ont provoqué tant par la paupérisation relative du monde salarial (impliquant la paupérisation absolue de certaines de ses couches) que par le gonflement des profits et leur fuite vers la sphère financière, créant des facilités tout à fait artificielles de crédit, tant à la production qu'à la consommation. C'est à l'écroulement de tout ce château de cartes de dimension planétaire que l'on est en train d'assister.

Dans ces conditions, des signes de panique se manifestent dans les rangs mêmes de la bourgeoisie et de son personnel politique, responsables en premier de la catastrophe et qui ne savent pas comment la conjurer. On s'y inquiète d'un regain probable de conflictualité sociale, qui pourrait aller jusqu'à l'éclatement de guerres civiles dans certains Etats, attisée par l'incapacité des dirigeants à trouver une solution à la crise, conduisant au repli des Etats sur eux-mêmes, à la montée du protectionnisme et à l'aggravation des tensions internationales¹.

Cette panique semble d'ailleurs avoir déjà gagné les leaders de la soi-disant opposition de gauche. Ainsi a-t-on récemment entendu Martine Aubry s'inquiéter de ce que « le sentiment de ras-le-bol des Guadeloupéens et Martiniquais se diffuse ici [en métropole]... Il faut tout faire pour que ça n'arrive pas. »² Alors qu'il faudra au contraire tout faire pour que la magnifique lutte des Antillais et Antillaises soit reprise et amplifiée en métropole. Et c'est la même panique qui dicte aux directions des confédérations syndicales leur attentisme qui les conduit à différer au 19 mars la reprise de la mobilisation prometteuse réussie lors de la journée de grève interprofessionnelle du 29 janvier.

Pour notre part, nous sommes bien décidés, au contraire, à jeter de l'huile sur le feu des luttes. C'est le meilleur moyen, sinon le seul, de sortir de la mouise où nous enfoncent la bourgeoisie, ses experts et ses agents serviles.

Avec l'aggravation de la crise, les conditions d'un nouveau cycle de luttes de grande ampleur sont en train d'être réunies. Il nous appartient d'en exploiter les potentialités en termes de mobilisation et d'organisation, en avançant pour commencer un mot d'ordre très simple : « Nous ne paierons pas la facture de la crise ! Que les casseurs soient les payeurs », en exigeant une hausse généralisée et substantielle des salaires, une revalorisation des prestations sociales, l'arrêt du démantèlement des services publics, le tout assorti d'un alourdissement de la fiscalité sur le capital, le patrimoine et les hauts revenus.



1) Cf. Claire Gatinois, "Après la crise financière, la guerre civile ? Préparez-vous à "quitter votre région" ", Le Monde, 26 février 2009.

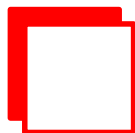
2) Entretien au Parisien cité par Le Monde du 14 février 2009

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°203 - 1,50 € - Avril 2009



Pour l'Emancipation Sociale!

Du sommet à la base

Qui se souvient qu'au début du mois d'avril, le 1^{er} très exactement (ça ne s'invente pas !), s'est tenu à Londres un sommet en apparence de la plus haute importance, réunissant les soi-disant responsables des vingt principaux Etats de la planète, censés se concerter pour juguler la crise mondiale du capitalisme ? Comme toutes les manifestations du même genre, il s'est agi une fois de plus pour les gouvernants de faire semblant... de gouverner: ils ont voulu nous faire croire que sous les coups de boutoirs de la déconfiture financière et de la dépression économique, ils tenaient la barre bien en main. Ce qui est apparu, en fait, c'est leur division et leur indécision. Tandis que les uns ont plaidé pour une relance tous azimuts, les autres ont été d'abord préoccupés de purger la sphère financière des «actifs toxiques» (comme si ce n'était pas le capitalisme lui-même qui est toxique !) dont elle s'est gavée. D'où des mesures en demie teinte: loin de partir réellement en guerre contre des «paradis fiscaux» qui sont les hauts lieux du blanchiment de «l'argent sale» (comme s'il en existait du propre !), on se contentera de leur faire les gros yeux en espérant qu'ils se montreront plus discrets ... Et, pour le reste, *business as usual*!

Qui se souvient davantage des «deux journées d'action interprofessionnelles» organisées fin janvier et mi-mars par les centrales syndicales pour répondre à l'inquiétude et à la colère d'une part grandissante du salariat face aux menaces pesant sur l'emploi et le pouvoir d'achat, ainsi que face au cynisme d'un patronat et d'un actionariat qui continuent de s'en mettre plein les poches tout en jetant leurs salariés à la rue ? En quoi ces deux journées d'action ont bien atteint leur but aussi, selon une tactique éprouvée: organiser l'inaction en faisant baisser la pression. Et il en ira de même pour la prochaine, celle du 1^{er} mai.

En cette occasion, cependant, un esprit amnésique ou simplement distrait ferait bien de se souvenir d'une certaine strophe de *L'Internationale* qu'il aura peut-être l'occasion d'y chanter et qui dit: «*Il n'est point de Sauveur suprême/ Ni Dieu, ni César, ni tribun/ Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes/ Déclarons le salut commun.*» Car ce vieux chant révolutionnaire indique clairement la voie à suivre, aujourd'hui et demain, comme hier. Pour assurer notre salut, il ne faut compter ni sur les «grands de ce monde» qui ne sont grands qu'à l'aune de ce monde précisément, pas davantage sur les «dirigeants syndicaux» qui sont payés pour nous diriger dans une impasse. Il faut que nous prenions nos propres affaires en main !

Certains signes indiquent que l'idée fait son chemin chez les salariés qui ont renoué avec une bonne et saine tradition: celle de garder en otage les responsables immédiats de leur propre malheur. Il leur suffirait de poursuivre dans cette bonne voie: occuper leurs lieux de travail, décider entre eux de relancer la production, en lien avec les collectifs de travailleurs des entreprises qui leur servent de fournisseurs, de sous-traitants ou de clients. En lien aussi avec les populations dont il s'agit de satisfaire les besoins sociaux et dont il leur faut obtenir le soutien. Tout en exigeant un plan de financement de leurs activités socialement utiles par les pouvoirs publics.

En un mot, lancer la dynamique de la socialisation des moyens de production, de l'autogestion des entreprises et de la planification démocratique de la production. Ça vous a quand même une autre gueule, comme programme, qu'un communiqué final du G20 ou qu'une déclaration commune à la Thibaut-Chérèque, non ?

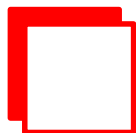


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 204 - 1,50 € - Mai 2009



Pour l'Emancipation Sociale!



Les grands prêtres de l'Europe

Pour restaurer les vertus viciées du vernis craquelé de la démocratie formelle, une trêve sociale tacite s'impose. Toutes les forces politiques institutionnalisées y souscrivent, espérant tromper encore l'électorat. Le rituel des manifestations-processions s'est donc interrompu et les mouvements revendicatifs doivent être canalisés pour ne pas troubler le jeu de débats frelatés sans enjeu. ...N'en doutons pas, de piètres ténors de Droite et de Gauche vont entonner les refrains usés d'une Europe de proximité, mieux régulée, plus démocratique, sociale, voire écologique, prouvant par là même qu'elle ne l'est pas. Difficile exercice car désormais, en pleine crise, les classes populaires ont accumulé une amère expérience. Pour tenter de réduire l'abstention massive qui se dessine, les politiciens fustigeront leur manque de civisme sans pouvoir les convaincre : jamais mandat n'a été donné pour délocaliser les entreprises, privatiser les services publics, démanteler le droit du travail, renflouer les banquiers et les spéculateurs. Depuis belle lurette socio-libéraux et libéraux-sociaux ont signé un pacte de connivence pour obéir aux intérêts du capital libéralisé car, selon eux, il n'y a pas d'autre alternative.

Toutefois, lors des joutes médiatiques, ils éviteront soigneusement de transgresser nombre de tabous: non seulement la réalité d'un Parlement croupion, celle d'une Commission nommée par les Gouvernements disposant de pratiquement tous les pouvoirs, d'un Conseil européen des ministres entérinant les directives qui lui sont soumises, d'une banque centrale méprisant toute ingérence, bref, tout ce qui risque d'apparaître comme une négation des principes démocratiques qu'ils proclament. Mais surtout, derrière le paravent de la mascarade électorale, doivent être occultés les acteurs réels, grands prêtres de la bonne gouvernance, qui comme l'ERT (les 45 entreprises européennes de taille mondiale), le TABD (multinationales), la Trilatérale, le groupe Bildenbergh ... dictent leurs lois.

Soigneusement organisés, ils commettent des milliers de lobbyistes qui hantent les couloirs de la Commission et du Conseil, rédigent rapports et directives¹ complaisamment repris, genuflexions à l'appui. Le socialiste P. Lamy était particulièrement obséquieux à cet égard : «*Nous ferons ce que nous avons à faire, d'autant plus facilement que de votre côté, vous nous indiquerez vos priorités ... Nous allons faire notre travail sur la base de vos recommandations* » (le 20.10.99 à Berlin devant le TABD). C'était comme une réponse à D. Rockefeller qui le 1.02.99 à la Trilatérale déclarait «*La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers est préférable au principe d'autodétermination des peuples*».

Voilà qui est clair. Pour racoler un électorat en déshérence nous aurons certes droit aux sempiternelles litanies : «*la Gauche, c'est mieux que la Droite*», «*la Droite c'est plus sûr que la Gauche*» pour que rien ne change, et pas de voix pour affirmer: il faut détruire les institutions européennes existantes pour ouvrir le chemin de l'émancipation sociale.



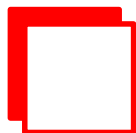
1) Lire à ce sujet " Europe INC. Comment les transnationales construisent l'Europe " Collectif - éd. Agone

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 205 - 1,50 € - Juin 2009



Pour l'Emancipation Sociale!



Pour une Europe des luttes et non des urnes !

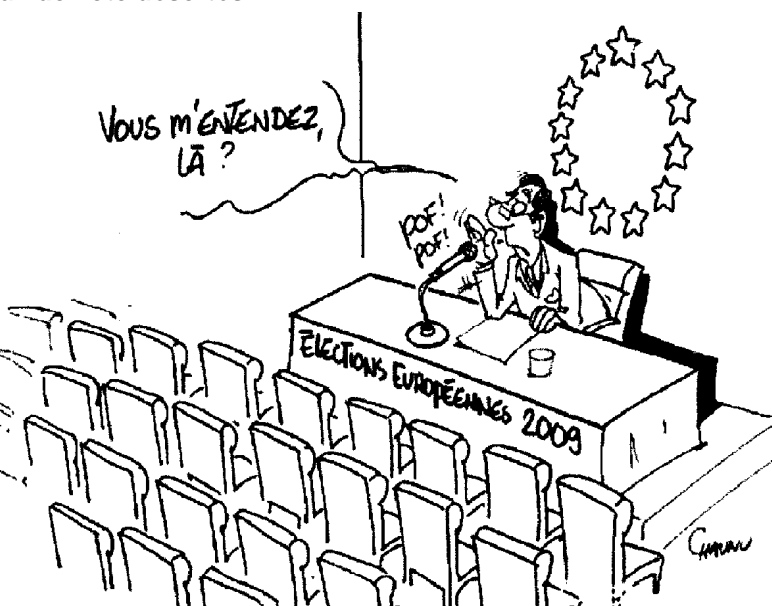
Au soir du 7 juin, la chaloupe PS, coque de noix dérisoire et vestige de l'alternance à l'euro-péenne, tentait de rester à flot, croulant sous le poids des éléphants naufragés. Coincés en pleine mer, les pachydermes n'étaient donc pas légion sur les plateaux de télévision.

Ce pathétique décor planté, analysons les chiffres, ceux qui comptent et signifient quelque chose. Sur les graphiques qui défilaient sous nos yeux, celui qui retraçait l'historique de la participation aux scrutins européens depuis 1979, nous démontrait que la mobilisation de l'électorat n'était que déclinante. L'amnésie récurrente des acteurs du PAF avait eu pour conséquence, l'oubli des chiffres de 2005 relatifs au référendum sur le TCE (69,5 % de votants). Quand trois ans après le NON français, une ratification parlementaire «UMPS» invalidait la sentence populaire, que s'étonnait-on ensuite hypocritement de voir les bureaux de vote désertés ?

Qui s'est abstenu le dimanche 7 juin ? Les 18-24 ans, à 70%, les 25-34 ans à 72%, les 35-49 ans à 64%. Concernant les catégories socioprofessionnelles. 69% des ouvriers, 66% des employés ne se sont pas dérangés.

Cette désertion illustre parfaitement le fait que cette Europe n'est pas nôtre. Elle est celle du capitalisme outrancier. Au sein de cet espace, nous subissons une politique qui dévaste tout sur son passage et sert d'alibi au saccage de l'ensemble des services publics, laissant le champ libre au secteur marchand. La démocratie y mute en une gouvernance technocratique et bureaucratique, cornaquée par les lobbies des multinationales. Durant les législatures précédentes, l'attelage PPE-PSE s'est obstiné à ratifier de concert et ce, dans 97% des cas, des textes encourageant le libre-échange, la concurrence économique dans tous les azimuts et la mise au pilon de tous les acquis sociaux.

L'oxymore du «développement durable» encombre la paperasse officielle bruxelloise et pourtant, cette Europe n'envisage l'écologie que dans la perspective de profits juteux et sans remise en cause de l'ordre économique hégémonique. Ce n'est certainement pas l'arrivée de José Bové et d'Eva Joly qui y changera quoi que ce soit. Sans doute la tarte à la crème qu'est l'«Europe sociale» (autre oxymore s'il en est), ne manquera-t-elle pas de faire son retour dans les mois qui viennent. Il ne s'agit que d'une «utopie» lointaine pour les plus crédules et d'un «non sens» pour les plus perspicaces, les faits suffisant largement à disqualifier cette perspective plus que cinquantenaire et plus que jamais reléguée au statut d'hypothèse de moins en moins réaliste.



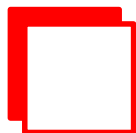
suite de l'édito sur la dernière page >>>>

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°206 - 1,50 € - Juillet 2009



Pour l'Emancipation Sociale!

Qu'est-ce tu fous, vieille taupe ?

On devrait vous prédire que le mécontentement des exploités va être à l'origine d'une forte mobilisation déstabilisant les exploités; on devrait affirmer que la rentrée va être rouge, forcément rouge. En plus modéré, c'est la rhétorique utilisée par tout bureaucrate soucieux de faire croire qu'il défend encore les intérêts de ses mandants. C'est aussi, d'ailleurs, l'exercice que s'imposent habituellement bon nombre de militants de base, soucieux, eux, de (re)créer une dynamique par des propos encourageants.

Mais cette fois-ci, on a vraiment du mal à sacrifier au rituel, même en y mettant toutes les nuances et la dialectique dont on est capables (si, si !), même en sachant que ça nous permettrait de vendre plus de papier.

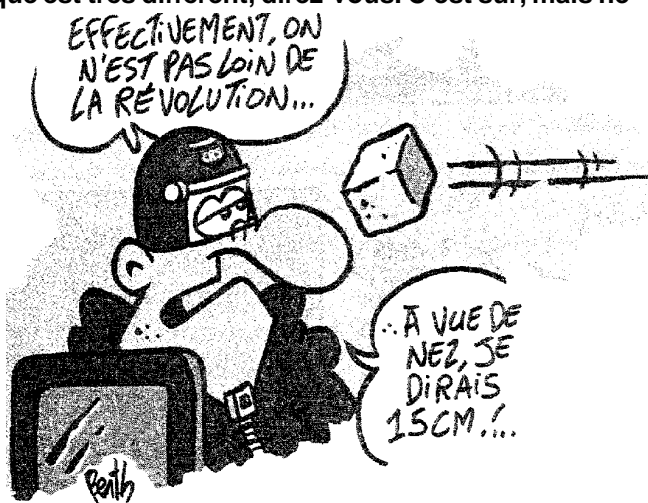
Vous avez vu avec quelle facilité les appareils syndicaux ont pu nous balader de manifs en manifs ? Où était l'indispensable autonomie du mouvement social ? Quand on dit que cette autonomie peut s'élaborer dans des coordinations qui déborderaient les bureaucraties, on n'est plus guère entendus.

Vous avez vu avec quelle facilité les fauteurs de chaos continuent à nous donner des leçons et à imposer leurs balivernes libérales pour nous faire accepter, finalement, de payer leur crise ? Et cher, très cher. Des salariés ont bien tenté de récupérer quelques dizaines de milliers d'euros par la tactique dite de «la bonbonne de gaz». Certains ont réussi. Tant mieux: c'est toujours ça que les patrons n'auront pas. Mais la méthode est faible, très faible, quand on la compare par exemple à la stratégie que les LIP avaient mise en œuvre. Le contexte idéologique est très différent, direz-vous. C'est sûr, mais ne serait-ce pas à nous, ceux d'en bas, d'ouvrir de nouvelles perspectives ?

Vous avez vu avec quelle facilité les dirigeants ont pu se servir des élections et des institutions pour faire croire que leur domination reste légitime ? Le NPA s'est fait piéger. Classique, hélas. Résultat ?... Ses dirigeants s'apprentent à recommencer dans quelques mois, aux régionales. Désespérant.

En redonnant vigueur à la «vieille taupe» de Shakespeare, Marx, Rosa Luxemburg et d'autres révolutionnaires lui attribuèrent l'aptitude à nous offrir de belles surprises, mystérieusement et souterrainement préparées et qui modifient le cours de l'histoire.

Mais qu'est-ce qu'elle fout donc cette vieille taupe ? On n'attendait pas qu'elle nous creuse des galeries aussi rectilignes que les Champs-Élysées qu'emprunte le défilé militaire du 14 juillet, mais s'égarer à ce point, alors que le chaos capitaliste fait tant de dégâts ! Perverse, la bête ?... En tout cas elle n'arrivera pas à nous faire dire, comme Viansson-Ponté en mars 68, que tout le monde s'ennuie. Non, on piétine de rage... Allez, il faut se calmer et chercher, avec d'autres, à mieux comprendre les caprices apparents de la bestiole... en espérant que d'éventuelles explications présenteront une utilité politique. En espérant surtout qu'elle finira, malgré tout, par nous surprendre une nouvelle fois, la vieille...

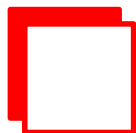


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 207 - 1,50 € - Août - Septembre 2009



Pour l'Emancipation Sociale!



Pour sortir du capitalisme en crise

La première vague des luttes pour le socialisme, celle du 20^{ème} siècle, a démontré les limites des prétendus communismes de la 3^{ème} Internationale, des nationalismes du Sud et, désormais, la faillite des social-démocraties européennes. En tirer les leçons suppose d'associer la gestion économique, les décisions politiques à l'approfondissement de la démocratisation de la société, tout en intégrant la dimension écologique à la critique radicale du capitalisme. Mais ces orientations, si elles ne sont pas conjuguées avec un internationalisme exigeant rateraient la dimension essentielle de la crise du capitalisme.

Certes, la crise du système est financière, économique, sociale, énergétique et écologique. Mais, c'est aussi celle d'une guerre Nord contre Sud, contre les périphéries récalcitrantes, celle de la tentative de déploiement du contrôle militaire de la planète par les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN. Cette gestion militarisée est aussi en crise. Sera-t-elle remise en question par la seule révolte des pays du Sud et pour quels résultats ? Le pouvoir des oligarchies, de leurs alliés, concurrents et sous-fifres, ne sera remis en cause que par la convergence des luttes du Nord et du Sud. Les Forums sociaux mondiaux ont montré que cette voie devrait être suivie malgré les difficultés actuelles. C'est pourquoi il convient d'être plus que méfiants vis-à-vis de la propagande médiatique qui encense le dictateur tunisien et condamne la mollahcratie en Iran, s'accommode des régimes mexicains et colombiens, tout en jetant l'opprobre sur Chavez et Morales, etc.

La victoire d'Obama et la brève obamania qui lui a succédé sont paradoxalement la preuve que l'hégémonie étatsunienne connaît les limites de sa puissance. Le rêve étatsunien est devenu pour nombre de ses citoyens un cauchemar dont ils ne sont pas prêts de sortir compte tenu du poids de l'idéologie dominante qui, pour nombre d'entre eux, les a transformés en crétins lobotomisés (voir les réactions par rapport à la réforme « communiste » du système de santé). On n'est pas forcément mieux lotis chez nous, vu les faiblesses des réactions par rapport aux privatisations, licenciements, etc.

Sortir du capitalisme en crise, c'est lutter contre la destruction des bases productives au Nord, autrement dit promouvoir la relocalisation d'activités de proximité écologiquement viables. Ce n'est pas seulement de primes de départ dont les travailleurs occidentaux doivent s'emparer mais de l'appropriation des moyens de production pour produire autrement et autre chose qui satisfasse les besoins des populations. Sortir du capitalisme en crise - et c'est un autre défi - c'est aussi s'opposer au pillage des ressources du Sud et aux guerres impériales.

Pour ce faire, les calembredaines et autre fariboles assénées à longueur de média sur la sortie de crise doivent être rejetées comme autant d'impostures pour tenter de nous détourner de la nécessaire sortie du capitalisme.

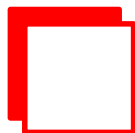


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 208 - 1,50 € - Octobre 2009



Pour l'Emancipation Sociale!

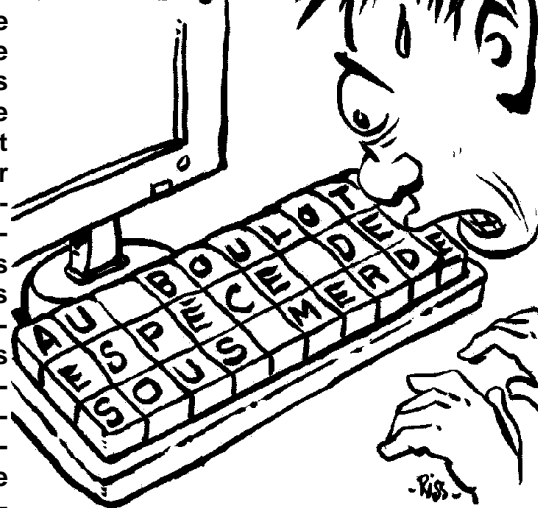


Ne vous trompez pas de cible !

Le *Suicide*, publié par Emile Durkheim en 1897, passe à juste titre pour un classique de la littérature sociologique. Durkheim y démontre en effet que ce qui passe encore couramment pour un acte purement individuel, relevant de l'intimité du sujet dans sa composante la plus irrationnelle, constitue un fait social au sens plein. Cela l'amène notamment à envisager que le suicide est la manifestation d'états pathologiques non pas tant de l'individu que du lien social, dans sa double dimension d'intégration et de réglementation. Ainsi est-il conduit à distinguer quatre types de suicide, dont l'un, qu'il appelle fataliste, dû à un excès de réglementation et de contrôle social qui ne laisse plus à l'individu d'autre échappatoire que la mort. Mais, pensant que ce type de suicide était devenu marginal dans les sociétés occidentales contemporaines, Durkheim n'en avait pas mené l'étude.

Il semblerait qu'il se soit trompé au moins sur ce point, à en juger par l'allongement constant de la série des suicides de salariés sur leur travail au cours de ces dernières années. France Telecom, après Peugeot et Renault, parmi d'autres entreprises moins visibles, vient en effet de montrer que, dès qu'elle est soumise à la logique implacable de la valorisation du capital, une entreprise se transforme inéluctablement en une machine à broyer les salariés non seulement physiquement mais encore et de plus en plus psychologiquement. Le mécanisme en est bien connu, qui consiste à gérer le personnel par la peur (du chômage) et le stress (la multiplication et le durcissement des exigences en matière de productivité et de qualité) – en un mot, précisément, un niveau de plus en plus élevé de réglementation et de contrôle au sein des tâches productives, y compris dans leurs implications émotionnelles les plus profondes, développant chez les salariés insomnies, recours aux anxiolytiques et aux drogues divers, maladies par somatisation, démission et, en définitive, suicide. Sous le couvert et les couleurs du management par objectifs, l'entreprise capitaliste est en train de se transformer en une institution totalitaire qui, pour extorquer sans cesse plus de travail, cherche à s'approprié (en la réglementant) de plus en plus non seulement l'activité mais encore l'intimité de ses salariés, créant ainsi une situation propre à générer des suicides fatalistes.

LE MANAGEMENT
EN FAIT-IL
TROP?



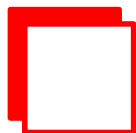
Dans ces conditions, il faut souhaiter que certains de ses salariés trouvent la lucidité et le courage pour retourner contre leurs auteurs et agents la violence dont ils sont actuellement les victimes. Car ce n'est que lorsque quelques «petits chefs», DRH ou autres responsables de service ou d'établissement auront commencé à payer, sur leur propre personne, le prix fort de la maltraitance de leurs soi-disant «collaborateurs» et que cette réplique salutaire aura, elle aussi, fait «contagion» parmi les salariés que ceux-ci pourront espérer connaître d'autres conditions de travail.

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 209 - 1,50 € - Novembre 2009



Pour l'Emancipation Sociale!

Le cheval de Caligula

L'historien romain Suétone rapporte que l'empereur Caligula, qui régna de 37 à 41 de notre ère, s'était pris d'une véritable passion amoureuse pour l'un de ses chevaux, Incitatus: «*outré une écurie de marbre et une crèche d'ivoire, outre des housses de pourpre et des licous ornés de pierres précieuses, il alla jusqu'à lui donner un palais, des esclaves et un mobilier, pour recevoir plus magnifiquement les personnes invitées en son nom; il projeta même, dit-on, de le faire consul.*» (*Vies des douze Césars*, Livre IV, chapitre LV). C'était là, toujours à en croire Suétone, l'une des fantaisies les plus inoffensives d'un règne qui aura frappé ses contemporains, qui en avaient pourtant vu d'autres, par ses excès en tous genres.

Encore Caligula aura-t-il eu l'excuse de la folie, sur laquelle s'accordent les historiens sur la foi des contemporains. On ne peut pas en dire autant de la longue suite des gouvernants qui, au fil des siècles et sur tous les continents, auront laissé dans la mémoire des hommes le souvenir de la démesure de leurs actes, de leurs projets ou de leurs rêves, le plus souvent pour le plus grand malheur de leurs sujets, quelquefois cependant en permettant à ces derniers de rire d'abondance à leurs dépens. Tant il est vrai que le pouvoir corrompt non seulement moralement, mais bien plus largement mentalement, en finissant fréquemment par installer celui qui l'exerce dans un sentiment de toute-puissance qui le transforme en un personnage dans lequel l'odieux le dispute au ridicule, dont l'archétype est évidemment Ubu.

Notre Caligula* national ne dépareille pas la collection. Et voilà qu'il s'est mis en tête de faire élire son fils administrateur de l'établissement gérant le quartier d'affaires de la Défense. Lequel fils a pour seul titre de gloire, hormis d'être son fils, de redoubler sa seconde année de licence de droit après avoir brillamment redoublé sa première année. Du modèle capitolin à son clone élyséen, la répétition n'est même plus de l'ordre de la farce mais de celui de la franche caricature grotesque. Car, alors que le premier s'est trouvé retenu dans son projet d'élever Incitatus au consulat par ce qu'il subsistait d'institutions et de vertu dans la République romaine, le second aura vu se dresser une claque de cireurs de talonnettes pour justifier et encourager le népotisme de leur maître. Et alors que celui-là a seulement envisagé de promouvoir un cheval, celui-ci aura réellement promu un âne.



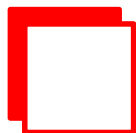
* Caligula signifie en latin " petite sandale "... Caligula n'était que le surnom de Caius Augustus Germanicus

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°210 - 1,50 € - Décembre 2009



Pour l'Emancipation Sociale!

Copenhague, compassion sans solution ?

La liturgie annoncée où les grands de ce monde auraient psalmodié en chœur «Nous faisons tout pour sauver la planète» n'aura pas lieu. Sarko, notre omni-président, après s'être présenté avec force gesticulations comme le sauveur du monde de la finance, s'apprêtait pourtant à officier en sauveur suprême de la planète. Il se targuait d'avoir «expliqué à Obama qu'il devait être présent à Copenhague», que la «portée du symbole» valait le déplacement. Mais le cérémonial prévu tourne à la cacophonie ...

Ils espéraient occulter le fiasco de Kyoto, alors que l'effet de serre s'est accru de 35%, et que, par conséquent, le marché spéculatif des droits à pollution n'est pas la solution ! Ils comptaient masquer la logique du capitalisme qui considère la nature comme un réservoir de ressources infini et un dépotoir sans fonds où l'on peut déverser les déchets ! Ils escomptaient sans vergogne assujettir les pays du Sud à leurs marchandages de CO₂ à l'aide de quelques charitables aumônes. Et Sarko de croire qu'il suffisait de rallier les USA et la Chine à la chimère de la financiarisation de la crise écologique ! Ses fanfaronnades ont fait long feu.

Et pourtant, la messe était bien préparée. La présidence danoise s'était instituée grand prêtre du bréviaire que tous devaient accepter. Mal lui en prit, une église dissidente confectionnait en catimini un autre catéchisme schismatique. Celui des pays du Sud. Ils réclamaient une aide massive, des transferts de technologie et proclamaient: les pays capitalistes du Nord, pollueurs depuis le 19^{ème} siècle, devaient pour l'essentiel supporter la réduction des émissions de CO₂. L'annonce d'une aide de 7 milliards sur 3 ans faite par l'Europe ne les a pas leurrés: «insignifiant !».

Au-delà des murs gardés par une myriade de policiers, en dehors de ce conclave feutré, se joue le vrai combat de Copenhague, celui de la mobilisation des peuples. 522 organisations, représentant 67 pays protestent: «Changer le système, pas le climat», «la croissance infinie n'est pas possible dans un monde fini». Le 12 décembre, ils étaient 100 000 à manifester, jamais une telle mobilisation n'avait été atteinte lors d'une conférence sur le climat, même si, faut-il le préciser (!) les syndicats étaient peu présents ! Et pourtant, la question écologique est un enjeu social. Les victimes principales des tragédies climatiques seront les populations les plus vulnérables, l'Afrique subsaharienne, l'Asie, l'Amérique du Sud et les pays insulaires. Mais la ploutocratie mondialisée et les dignitaires des Etats industrialisés n'ont d'autres stratégies que celles faisant jaillir de nouvelles sources de profits. La misère du monde, les catastrophes climatiques à venir, ce n'est pas leur problème. C'est le nôtre, celui des peuples du monde débarrassés du système capitaliste productiviste et énergivore. Il ne s'agit plus de sortir de la crise du capitalisme mais de sortir du capitalisme en crise pour éviter la barbarie.



une promesse pour 2050 ça n'engage à rien !

Rédigé le 16.12.2009